

Pour une stratégie de transformation sociale

Michel Husson, *Critique communiste*, Été 2006

L'offensive capitaliste

Le point de départ doit être ici la compréhension du mode de fonctionnement actuel du capitalisme. Pour l'essentiel, c'est un capitalisme qui augmente tendanciellement le taux d'exploitation (et donc le taux de rentabilité) et refuse de répondre aux besoins sociaux non rentables. Il assure sa reproduction de deux manières : par une distribution de plus en plus inégalitaire dans chacun des pays, et par une structure d'accumulation de plus en plus déséquilibrée au niveau mondial. Ces caractéristiques conduisent à un diagnostic contradictoire : d'un côté, le capitalisme triomphe, puisqu'il se libère de toutes ses entraves et obtient des taux de profit très élevés. En ce sens, il s'agit d'un capitalisme « pur ». Mais, d'un autre côté, apparaît le phénomène relativement inédit d'un capitalisme qui réalise d'énormes bénéfices, mais investit peu : il n'a alors d'autre usage du profit que de le distribuer sous forme de dividendes. Cette caractéristique est soulignée par des analystes qui n'ont rien d'anti-capitalistes, et Patrick Artus en vient ainsi à parler de capitalisme « sans projet »¹. On peut étendre ce constat au domaine des relations sociales, puisque le capitalisme admet aujourd'hui qu'il n'est pas fait pour satisfaire les besoins sociaux : il apparaît ainsi comme dépourvu de la légitimité sociale qu'il avait pu acquérir sur la base d'une répartition moins inégalitaire des revenus et d'un quasi plein emploi.

Cette situation résulte d'une offensive néo-libérale qui s'appuie sur deux leviers principaux - la mise en concurrence et le chômage de masse - pour modifier profondément, non seulement le partage des richesses créées, mais aussi la forme même des rapports sociaux capitalistes. La stratégie suivie prend la forme d'un mouvement continu de régression qui ne connaît aucune limite. Il s'agit en effet d'une stratégie de mise en déséquilibre des « modèles sociaux » où chaque avancée en appelle d'autres : son point d'aboutissement n'est pas la mise en place de nouveaux compromis stables. C'est pourquoi l'avancée des contre-réformes est toujours considérée comme trop lente ou pas assez profonde, dans la mesure où les gouvernements bourgeois cherchent à ne pas déclencher d'affrontements généralisés en allant trop vite et trop fort. Au niveau international, la dérégulation a par définition pour résultat de rendre inopérants tous les leviers permettant un guidage des mécanismes économiques. Des institutions comme l'OMC ont été par essence conçues pour libéraliser l'économie mondiale et elles ne peuvent se donner d'autres objectifs.

La peau de chagrin du réformisme

Une telle conjoncture a eu comme premier effet de rétrécir le champ du réformisme classique. Sa critique du capitalisme contemporain - que l'on peut qualifier de keynésienne - devient inopérante, parce qu'elle sous-estime complètement l'ampleur des transformations en cours en se limitant à la dénonciation de la finance. C'est son poids excessif qui conduirait au blocage des salaires, donc de la croissance et de l'emploi. Cette analyse trouve sa source chez Keynes mais encore plus chez Kalecki qui avait développé dès 1943 l'idée que rentiers et patrons pourraient s'allier pour éliminer les aspects défavorables, de leur point de vue, du plein emploi².

Le taux d'intérêt, le budget et la fiscalité sont alors les outils essentiels d'une politique alternative. La baisse du taux d'intérêt rétablirait le dynamisme de l'accumulation ; l'augmentation des dépenses publiques et le creusement du déficit relanceraient la demande ; la taxation des revenus financiers découragerait la spéculation. On voit que le keynésianisme est cohérent, en ce sens que ses recettes sont adaptées au diagnostic porté. Le problème est que celui-ci ne va pas à la racine des choses.

Tout cela suppose en effet que le faible dynamisme de l'accumulation est le résultat de la prédation financière, qu'il suffirait donc d'éliminer pour que le capitalisme retrouve des « projets ». Il s'agit d'un total contresens car la finance n'est pas un obstacle au fonctionnement « normal » du capitalisme : en permettant aux capitaux de circuler librement, elle contribue à la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale. Elle participe ainsi à la constitution d'un marché mondial sur lequel se forment des normes de compétitivité très élevées qui évincent les demandes non rentables. Nous ne sommes donc pas en face d'un capitalisme gangrené par la finance mais d'un capitalisme pur, libéré de ses entraves, en grande partie grâce à la financiarisation.

¹ Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *Le capitalisme est en train de s'autodétruire*, La Découverte, 2005.

² Michael Kalecki, « Political Aspects of Full Employment », *Political Quarterly*, 1943 ; reproduit dans *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy*, Cambridge University Press, 1971.

Les solutions keynésiennes sont donc inopérantes, parce qu'elles ignorent la crise systémique d'un capitalisme qui revendique ouvertement son incapacité à répondre aux besoins les plus urgents de la population mondiale. D'ailleurs les taux d'intérêt ont beaucoup baissé, sans que l'économie européenne redémarre. Les déficits budgétaires ont augmenté, mais pour de mauvaises raisons, à cause des baisses d'impôts qui bénéficient aux riches et leur procurent de surcroît une véritable rente d'Etat. Enfin, l'hymne à la croissance comme seule réponse au chômage oublie toute considération sur sa soutenabilité écologique et sur l'intensification du travail qu'elle implique.

Plus fondamentalement, la « critique keynésienne » inverse les fins et les moyens. Ses élaborations à vocation programmatique sont pour l'essentiel centrées sur des outils (budget, crédit, taux d'intérêt, etc.) qu'il suffirait d'activer pour obtenir un meilleur guidage des politiques macroéconomiques qui permettra de résoudre spontanément les problèmes sociaux, et notamment celui de l'emploi. Les keynésiens accordent à la croissance un rôle-clé, en oubliant la nécessité de remettre en cause son contenu, et pas seulement pour des raisons écologiques qui seraient à elles seules suffisantes. Cette croyance aveugle dans la possibilité et les vertus d'une croissance plus rapide passe à côté de la véritable raison de la faible accumulation du capital. Elle ne résulte pas de politiques macroéconomiques inadéquates mais du fonctionnement d'un capitalisme hyper-concurrentiel qui, encore une fois, préfère ne pas satisfaire des pans entiers des besoins sociaux plutôt que de la faire dans des conditions de rentabilité moins flamboyantes.

Le radicalisme néo-libéral appelle au contraire une critique radicale, qui prenne pour cible les fondements mêmes du capitalisme : l'exploitation et la propriété privée. Ce radicalisme ne s'oppose pas au keynésianisme mais l'englobe dans un projet mieux calibré³. Le déficit budgétaire préconisé par les keynésiens doit s'accompagner d'un prélèvement exceptionnel sur les fortunes visant à éponger la dette publique. La baisse des taux d'intérêt doit être mise au service du choix de la réduction du temps de travail comme forme privilégiée de redistribution des gains de productivité. Le contrôle des flux financiers doit compléter la défense et la promotion des services publics autour de la notion d'appropriation sociale. Bref, il faut cesser de confondre les fins et les moyens, et de croire que le bon usage des leviers de la politique économique pouvait dispenser de l'instauration d'une véritable démocratie sociale.

Le paradoxe keynésien

Les limites du programme keynésien n'impliquent pas qu'il soit complètement dépourvu de cohérence. Les effets de la mondialisation capitaliste ne privent pas les Etats (et encore moins l'Europe en tant que telle) de marges de manœuvre. Il faut donc distinguer soigneusement ces deux questions : l'existence de marges de manœuvre et les conditions de leur mobilisation effective. Aujourd'hui, ces marges de manœuvre sont considérables, à condition de ramener la part des salaires au niveau qui était le sien avant le tournant libéral des années 1980. Un tel déplacement équivaudrait sur un quinquennat à plus de 2,5 % de gains de productivité par an, et 4,5 % si l'on y rajoute les gains « normaux ». Ce potentiel permettrait de financer l'augmentation des minima sociaux à 1200 euros, une progression générale des salaires, le passage aux 32 heures et l'augmentation des recettes de la Sécurité sociale à proportion des besoins⁴.

Cette question a été ouverte dès l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Les experts de gauche avaient alors testé le Programme commun sur des modèles de prévision : ils montraient qu'une relance salariale dégraderait la balance commerciale et déprimerait l'investissement. On ne pouvait logiquement tirer que deux conclusions d'un tel constat : que ce programme n'était pas viable, ou bien qu'il fallait l'accompagner de mesures structurelles. Les effets pervers repérés pouvaient par exemple être neutralisés par une dévaluation préalable et par l'utilisation des banques et entreprises nationalisées pour soutenir l'investissement.

La question de savoir s'il fallait dévaluer d'entrée a partagé le PS dès son arrivée au pouvoir. Les réalistes l'ont emporté sur les « albanais » favorables à cette mesure : il n'était pas concevable d'envoyer d'emblée un message aussi négatif à la « communauté financière ». Quant à l'utilisation du nouveau secteur nationalisé pour impulser l'économie, elle a également été abandonnée au profit de « contrats de plan » fort peu contraignants. La relance a donc été menée, mais sans être accompagnée de mesures structurelles ; et ce qui avait été prévu par les modèles arriva : déficit accru, chute du franc et double dévaluation défensive, tandis que les patrons pratiquaient la grève de l'investissement et la fuite des capitaux. La suite, autrement dit le tournant vers l'austérité et le social-libéralisme, était tout aussi prévisible. Tout cela relativise l'argument selon lequel Mitterrand aurait réussi à inscrire la gauche dans la durée : la durée n'aura duré que quelques mois.

³ voir *Le grand bluff capitaliste*, La Dispute, 2001 <http://hussonet.free.fr/bluff.pdf>

⁴ pour une démonstration plus détaillée, voir <http://hussonet.free.fr/copprov.pdf>

Pour prendre des exemples plus récents, on reviendra ici sur trois faits saillants de la pratique gouvernementale de la gauche plurielle française entre 1997 et 2002, et qui sont autant de rendez-vous manqués que Lionel Jospin paiera chèrement aux présidentielles de 2002. En 1997, Lionel Jospin avait promis de garantir le statut public de France Télécom et même participé à une manifestation en défense de ce statut ; quelques mois plus tard, arrivé au gouvernement, il décidait d'ouvrir le capital de l'entreprise, autrement dit d'amorcer un processus de privatisation. Un peu plus tard, le gouvernement découvre qu'il dispose d'une « cagnotte » budgétaire en raison d'une reprise inattendue de l'activité. A l'hiver 1997 se développe un mouvement de chômeurs revendiquant une augmentation des minima sociaux, qui équivaut à 28 milliards d'euros. En février 1998, Lionel Jospin explique de manière cynique que les Français ne comprendraient pas une telle augmentation, validant ainsi les représentations les plus réactionnaires du chômage de masse. Il ne trouve à consacrer qu'un milliard d'euros à l'amélioration du sort des 6 millions de chômeurs et d'allocataires de minima sociaux.

Troisième rendez-vous : en septembre 1999, le groupe Michelin annonce, à quelques jours d'intervalle, des profits confortables et un plan de « suppressions d'emplois » (pour ne pas avoir à utiliser ce vilain mot de licenciements). A cette occasion, Lionel Jospin prononce une phrase terrible (« L'Etat ne peut pas tout ») qui revenait à dire aux salariés qu'ils n'avaient rien à attendre de son gouvernement. On pourrait multiplier les exemples : Lionel Jospin aurait pu augmenter les cotisations patronales pour la retraite plutôt que de mettre en place l'épargne salariale qui préparait le terrain aux fonds de pension. Le passage aux 35 heures aurait pu se faire selon des modalités plus contraignantes pour les patrons et moins défavorables aux salariés du point de vue des conditions de travail et du salaire. Au lieu de cela, Jospin a réussi la prouesse de transformer les 35 heures en une mesure anti-ouvrière.

La question qui est posée est donc de savoir pourquoi les supposés sociaux-démocrates ne mènent pas des politiques social-démocrates. Et on pourrait élargir cette question à l'échelle européenne en se rappelant qu'au moment du traité d'Amsterdam et du sommet de Barcelone, c'est une majorité de gouvernements portant cette étiquette qui ont confirmé et approfondi l'orientation libérale de la construction européenne. Il faut bien comprendre la réponse que donnent Jospin et cie à cette question. Elle est au fond de dire qu'il n'existe pas réellement de marges de manœuvre pour une autre politique, parce que « nous sommes dans une économie mondialisée ». Le programme de Lionel Jospin pour les présidentielles de 2002 exprimait très bien l'impérieuse nécessité de passer de la social-démocratie au social-libéralisme⁵. Dit autrement, à la manière d'Alain Lipietz, il faudrait faire la révolution pour vraiment transformer la société ; or, les gens ne veulent pas de la révolution, donc *exit* la transformation sociale et vive le social-libéralisme. CQFD.

A première vue, les révolutionnaires devraient être d'accord avec cette idée : hors la révolution, pas de salut. Mais cette posture serait plus révolutionnariste que radicale. D'abord, elle donne en un sens raison à Jospin. Si en effet la seule alternative, c'est la révolution, et si celle-ci n'est pas à l'ordre du jour, alors on ne peut lui reprocher d'avoir accompagné la nécessaire « modernisation ». Il faut en réalité refuser catégoriquement cette interprétation et affirmer que d'autres choix étaient possibles, autrement dit commencer à discuter de la « viabilité économique » d'un programme alternatif. On peut reprendre ici les rendez-vous manqués évoqués plus haut. Il est hors de question, même et surtout d'un point de vue révolutionnaire, d'accréditer l'idée qu'il n'y avait pas d'autres choix possibles : Jospin pouvait conserver le statut public de France Télécom, il pouvait augmenter significativement les minima sociaux et il pouvait imposer à Michelin le maintien des emplois.

De manière plus générale, il s'agissait de tordre la répartition des revenus en faveur des salariés. Le discours dominant, que les sociaux-libéraux reprennent à leur compte, décrète que c'est impossible à cause de la compétitivité : on retrouve ici l'invocation rituelle de la mondialisation. Mais cet argument ne tient pas la route : dans un projet radical la progression des salaires est compensée par une baisse des revenus financiers, et on ne voit pas pourquoi le fait de verser des dividendes serait économiquement raisonnable alors qu'augmenter les salaires serait inepte. On nous dit ensuite que les capitaux et ceux qui les possèdent quitteraient le territoire. Mais cet argument n'est déjà plus vraiment économique. Il revient à dire que les possédants ne se laisseront pas aisément déposséder et résisteront par les moyens qui sont les leurs, et on sort donc de la pure économie.

Les choses vont même plus loin, dans la mesure où les gouvernements de gauche ne se bornent pas à accompagner le mouvement. Bien souvent, ils le précèdent, et il n'est sans doute pas de meilleure exemple que la politique forcenée de « réformes » que le SPD et les Verts allemands ont mis en œuvre, avant d'avoir à passer le relais à une « grande coalition ». Cette alternance bourgeoise contribue largement à la montée de l'abstention, de l'extrême-droite et des intégrismes. Conclusion : si les réformistes ne font plus que des « contre-réformes », ce n'est pas par défaut d'alternatives, mais en raison d'un choix beaucoup plus politique

⁵ Michel Husson, « Le programme de transition de Lionel Jospin », *Critique communiste* n°166, printemps 2002.
<http://hussonet.free.fr/ptjospin.pdf>

qui porte sur le degré concevable d'affrontement avec le patronat et sur une alliance privilégiée avec les classes moyennes, comme substitut à la perte de crédibilité chez les classes populaires.

Anatomie du révolutionnarisme

Une démarche programmatique doit éviter deux écueils : l'adaptation aux « contraintes économiques » et la surenchère systématique, que l'on peut qualifier de révolutionnariste. Cette dernière position repose sur deux postulats qui reposent sur une commune incompréhension de la dialectique entre programme et mobilisation. Le premier consiste à penser que les mots d'ordre les plus exigeants sont le moyen de susciter une mobilisation plus importante et radicale. Le meilleur programme est de ce point de vue celui qui met la barre le plus haut possible, et place par exemple l'expropriation sur le même plan que des revendications plus immédiates. Ce postulat condense plusieurs erreurs. Il pose que certains mots d'ordre seraient par essence anti-capitalistes et pousseraient la prise de conscience plus loin que des revendications seulement anti-libérales. Mais l'augmentation des salaires, l'harmonisation des droits sociaux et démocratiques, la rénovation des services publics, ni même la réduction du temps de travail ne sont en soi des mesures anticapitalistes. On peut considérer qu'une loi d'interdiction des licenciements pour les entreprises qui font des bénéfices empiète sur le pouvoir patronal, mais elle n'équivaut pas non plus à une remise en cause globale de la propriété privée.

La deuxième erreur consiste à refuser délibérément de répondre à des objections implicitement qualifiées de bourgeoises. On nous dit : si l'on applique votre programme, par exemple l'augmentation des salaires, vous allez faire chuter la compétitivité de l'économie et perdre des emplois. La posture révolutionnariste consiste à répondre que cette question ne nous concerne pas, parce que nous rejetons la logique capitaliste de concurrence à outrance. Ce n'est évidemment pas faux, mais ce type de réponse est abstrait et ne tient pas compte de la temporalité de la transformation sociale. C'est se priver de l'argument décisif selon lequel la compétitivité n'est pas atteinte si l'on compense les hausses de salaires par la baisse des revenus financiers. Ce contre-argument a l'intérêt de répondre à l'objection, tout en désignant les résistances qu'il faudra combattre du côté du « mur de l'argent ». On a bien vu, au cours du mouvement sur les retraites, émerger ce besoin de contre-expertise, pour convaincre l'opinion soumise à la propagande libérale qu'il était possible de financer le système par répartition et donc de préserver ses valeurs de solidarité. Il n'est pas possible de s'opposer à une contre-réforme si l'on ne dispose d'aucun argument pour réfuter la *doxa* libérale selon laquelle « il n'y a pas d'alternative ».

Notre hypothèse stratégique devrait plutôt reposer sur ce principe : c'est en se battant résolument pour des revendications justes (mais qui n'ont pas pour autant un contenu anti-capitaliste intrinsèque), en affrontant les résistances et les sabotages, que l'on peut faire émerger un point de vue anti-capitaliste de masse, la compréhension qu'il faut remettre en cause radicalement le mode de fonctionnement du capitalisme pour obtenir la satisfaction de droits élémentaires : droit à l'emploi, droits à la santé, etc. Ce n'est pas en demandant la lune que l'on convaincra mieux les travailleurs d'entrer en mouvement, c'est plutôt en désignant les obstacles concrets et réels qui s'opposent à la pleine satisfaction de leurs revendications.

Le second postulat révolutionnariste est celui de l'instantanéité. Certes, le travail de propagande révolutionnaire est une œuvre de longue haleine. Mais vient un moment où il aboutit : c'est alors la révolution qui fait basculer sans transition dans une autre société et une autre économie. Ce schéma est dépourvu de vraisemblance car il repose sur l'hypothèse d'une brusque inversion des rapports de force idéologiques et politiques. Le scénario que l'on peut imaginer est assez différent : il commence par l'accession au pouvoir d'un gouvernement qui prend immédiatement des mesures de transformation sociale. S'ouvre alors une période d'affrontement où vont s'opposer la résistance des dominants et la volonté des dominés de défendre et étendre les premières mesures de transformation sociale. C'est au cours de cette phase qu'apparaît la nécessité d'aller plus loin, et de remettre en cause les principes fondamentaux du système. Telle est sans doute l'hypothèse stratégique fondamentale : des réformes réellement anti-libérales ne peuvent être pérennisées que par des mesures anti-capitalistes.

Pour une stratégie européenne d'extension

La « critique keynésienne » comporte un autre point faible qui porte sur ses réponses à la mondialisation. Elles consistent pour l'essentiel à imaginer des formes de protectionnisme, au niveau national ou étendues à une sorte d'« euro-protectionnisme ». Elles recourent souvent une volonté de délimiter un noyau dur européen, ou une Europe à plusieurs vitesses, afin de préserver les modèles sociaux les plus avancés de leur mise en concurrence avec les pays moins avancés socialement. Cette tentation souverainiste est d'autant plus répandue qu'elle semble apporter une réponse immédiate et concrète aux effets de la mondialisation. Elle entre souvent en résonance avec le paradigme keynésien, puisque le protectionnisme apparaît comme le moyen de redonner des degrés de liberté à l'intervention de l'Etat. L'expression de « patriotisme

économique » qui vient d'apparaître en France souligne la nature profonde de tels projets. Ils ne remettent pas fondamentalement en cause le principe de concurrence mais proposent des moyens pour rétablir un contrôle national sur les conditions de cette concurrence.

L'optique de la transformation sociale repose sur une analyse différente de la régression sociale dont la cause première n'est pas la perte de substance de l'intervention étatique liée à la mondialisation. Pour mieux souligner les différences, on peut emprunter aux économistes officiels leur utile distinction entre politiques coopératives et non coopératives. Une politique coopérative est une politique qui réussit d'autant mieux qu'elle s'étend à l'ensemble d'une zone économique (voire au monde entier). Une politique non coopérative, au contraire, réussit d'autant mieux qu'elle reste unilatérale. La construction européenne fournit de nombreux exemples d'une telle opposition. Elle étend aujourd'hui à l'ensemble de l'Union ce que l'on appelle en France la « désinflation compétitive » et qui consiste en gros à baisser les salaires pour gagner des parts de marché. Une telle politique a un sens, jusqu'à un certain point, si un pays isolé réussit à gagner de cette manière des parts de marché au détriment des autres pays. Mais elle devient à coup sûr désastreuse si elle est menée par plusieurs pays en même temps. C'est exactement ce qui se passe en Europe où les effets du gel des salaires et de l'étouffement de la demande intérieure se renforcent par la généralisation de tels préceptes. L'exemple limite est celui de l'Allemagne qui voit ses exportations croître rapidement tandis que son marché intérieur se rétrécit et que le chômage ne cesse d'augmenter.

Une politique coopérative fonctionne selon des principes inverses. Si, par exemple, un pays mène une expérience de réduction massive du temps de travail, il va se heurter au contrecoup des effets de la concurrence, en perdant des parts de marché. Mais si cette politique était généralisée à un nombre significatif de pays, alors les effets vertueux d'une telle politique, notamment sur l'emploi, pourraient se déployer pleinement puisque les effets de compétitivité auraient été neutralisés par l'extension de la mesure.

On ne peut sortir de cette contradiction que par une stratégie d'extension que l'on peut sommairement résumer ainsi. Premier temps : un pays prend unilatéralement des mesures de transformation sociale. Second temps : il prend les mesures nécessaires à leur protection. Troisième temps : il propose l'extension de ces mesures qui rendrait superflue les mesures de protection. Cette présentation appelle plusieurs commentaires. D'abord une stratégie européenne ne peut pas dépendre de la construction achevée d'une « bonne » Europe. Sinon, on sombre dans un sophisme résigné : rien n'est possible à cause de l'Europe libérale, on veut faire l'Europe, donc commençons par édifier un cadre européen dans lequel il sera possible de mener d'autres politiques harmonisées. Comme la tâche de construire la maison en commençant par le toit semble à juste titre hors d'atteinte, on se replie au mieux sur des luttes locales.

On ne peut espérer que la transformation sociale s'enclenche en même temps dans plusieurs pays, même si ce serait évidemment souhaitable. Mieux vaut donc travailler sur l'hypothèse d'un mouvement commençant dans un pays donné. Des mesures de protection sont alors incontournables. Mais ce protectionnisme doit être caractérisé : chaque fois qu'on parle de protectionnisme, il faut en effet se demander ce qu'on protège. Il ne s'agit pas ici de protéger les intérêts du capital national (qui va au contraire être mis à rude épreuve) mais de protéger une expérience de transformation sociale contre ses adversaires, aussi bien intérieurs qu'extérieurs. Et ce protectionnisme est un protectionnisme coopératif et transitoire : il n'a pas vocation à durer et se justifie tant que les autres pays ne s'engagent pas à leur tour dans des expériences similaires.

Le troisième temps correspond à un appel aux peuples des autres pays à s'engager sur la même voie, puisqu'il s'agit encore une fois d'une politique coopérative qui se renforce de toute extension. Un gouvernement qui se serait engagée sur une telle voie et qui aurait fait la preuve de sa capacité à changer la vie disposerait d'une légitimité qui lui permettrait d'adresser un tel appel. Il bénéficierait ainsi d'un rapport de forces amélioré pour justifier et imposer le dégagement de marges de manœuvre à l'égard des gouvernements libéraux des autres pays. Cette légitimité pourrait être encore accrue par une redéfinition unilatérale des rapports Nord-Sud sur une base coopérative rompant avec les rapports de domination.

Les conditions de l'alternative

Le programme esquissé ici est cohérent et économiquement viable. Cohérent parce qu'il fait le lien entre l'analyse du chômage - c'est la contrepartie de la captation par les rentiers des gains de productivité - et les remèdes proposés qui consistent à récupérer les revenus financiers au profit des créations d'emplois. Il est viable, parce que les revenus financiers sont économiquement stériles (ils ne s'investissent pas) et socialement nuisibles puisqu'ils engendrent inégalités, précarité et misère. Mais cela ne suffit évidemment pas. Toute tentative d'enclencher cette redistribution des richesses s'opposerait à la résistance forcenée des possédants, qui ne manqueraient d'ailleurs pas d'invoquer les « lois de l'économie » pour protéger leurs privilèges.

La partie difficile de toute démarche programmatique n'est donc pas tellement l'énoncé des mesures à prendre, mais la définition des politiques permettant de neutraliser les comportements d'obstruction, de rétorsion, voire de sabotage auquel un projet de transformation sociale aurait à faire face. Il est illusoire en effet de penser que l'on pourrait y échapper en trouvant des modalités habiles d'atteindre le but recherché. On peut imaginer les moyens les plus sophistiqués et détournés d'augmenter les salaires et les dépenses sociales, mais le patronat sait compter : il s'opposera par exemple à toute augmentation des cotisations sociales, que celle-ci passe par une hausse des taux ou par un élargissement de l'assiette. Il n'y a au fond qu'un seul moyen d'éviter ce face-à-face, c'est de renoncer au changement. Et cela permet d'ailleurs de comprendre le paradoxe du social-libéralisme. Encore une fois, son incapacité à réaliser de vraies réformes ne s'explique pas tant par une absence de marges de manœuvre, mais par le refus d'un affrontement qu'il n'est pas prêt à assumer.

La cohérence de ce projet ne découle pas d'une acceptation des lois du capitalisme néo-libéral. Elle repose au contraire sur une rupture radicale articulée avec ces principes. Radical, cela veut dire aller à la racine des choses, en situant correctement les sources du chômage et de l'insécurité sociale au cœur même du rapport capital travail. Il faut pour cela remettre en cause les deux grands tabous que sont la répartition actuelle des revenus et le droit de propriété capitaliste. L'augmentation des salaires et des revenus sociaux ne peut se faire qu'au détriment des rentes financières. L'interdiction des licenciements ne peut se faire qu'en remettant en cause le libre arbitre patronal. Le passage aux 32 heures sous contrôle des travailleurs ne peut se faire qu'en opposition frontale à l'intensification et à la précarisation du travail. Si le gouvernement de la gauche plurielle avait pris des mesures significatives dans chacun de ces domaines, au lieu de faire machine arrière au moindre frémissement des marchés, il aurait conquis un électorat populaire qui aurait eu l'impression de voir ses intérêts défendus. De telles avancées auraient délégitimé l'Europe réactionnaire de Maastricht et Amsterdam et auraient permis la construction d'une autre Europe, fondée sur la satisfaction des besoins sociaux. Le repli réactionnaire sur une conception vichyste de la Nation aurait été vidé de toute crédibilité en tant que méthode de résistance à la régression sociale.

Les marges de manœuvre existent. Ce qui fait problème, c'est la capacité politique de les rendre disponibles. Dit autrement la viabilité économique d'un programme alternatif réside dans une modification radicale de la répartition des revenus. Mais celle-ci va évidemment susciter des résistances de la part des couches sociales, étroites mais puissantes, qui bénéficient de la répartition actuelle. On peut même décrire le capitalisme contemporain comme dominé par un arbitrage entre croissance, emploi et chômage, d'une part, et répartition des revenus de l'autre. Cette proposition est étayée par la comparaison des pays européens sur la dernière décennie : ceux où la part des salaires s'est stabilisée ou a même légèrement augmentée ont connu un taux de croissance supérieure à ceux où la part des salaires baissait.

C'est aussi un théorème formalisé par la théorie du taux de chômage d'équilibre. L'idée est qu'on ne peut descendre en dessous de ce chômage d'équilibre sans déclencher un surcroît d'inflation qui fonctionne comme force de rappel en faisant remonter le taux de chômage à sa valeur d'équilibre. De cette théorie découlent des politiques européennes qui se donnent comme objectif, non pas de baisser le taux de chômage, mais d'augmenter le taux d'emploi. Il s'agit de créer des emplois à condition de faire progresser encore plus rapidement les arrivées sur le marché du travail et de maintenir ainsi la pression exercée par ce que Marx appelait « armée industrielle de réserve ». Ce taux de chômage de référence est aussi appelé NAIRU (*non accelerating inflation rate of unemployment*) : c'est celui en dessous duquel l'inflation se déclenche. Mais si on regarde de plus près les formulations théoriques, on découvre qu'il s'agit tout aussi bien d'une théorie du taux de marge (une bonne approximation du taux d'exploitation) d'équilibre : il est d'autant plus élevé que le taux de chômage est élevé, et que les gains de productivité sont élevés, à condition qu'ils ne se répercutent pas pleinement sur les salaires. On tient là une description assez fidèle des règles de fonctionnement d'un capitalisme qui vise à maximiser le taux d'exploitation en maintenant la pression exercée par le chômage de masse sur les salaires et à déconnecter la progression de ce dernier de celle des gains de productivité.

En proposant de modifier la répartition de la valeur ajoutée, autrement dit de baisser le taux d'exploitation, on se heurte donc directement à des intérêts sociaux qui ont réussi à faire de la défense de leurs privilèges une sorte de loi économique, et en tout cas une règle de guidage des capitalismes contemporains. On se trouve alors confronté à une double tâche d'explication. Il s'agit d'abord de mener une lutte idéologique contre cet habillage d'intérêts sociaux en lois intangibles. Mais il s'agit surtout d'expliquer que la viabilité d'un programme alternatif ne peut se trouver que par un affrontement frontal sur le terrain social et politique. C'est là aussi que réside la limite fondamentale du réformisme d'inspiration keynésienne : elle ne réside pas seulement dans ses limites programmatiques déjà signalées, mais dans son refus d'envisager l'affrontement à un degré adéquat. La raison principale pour laquelle les sociaux-libéraux n'utilisent pas les marges de manœuvre réellement existantes est justement qu'ils refusent le degré d'affrontement qui serait nécessaire pour en disposer réellement.

Ces considérations ont des implications stratégiques importantes. En premier lieu, tout projet de transformation sociale doit évaluer soigneusement le degré d'affrontement nécessaire pour faire passer son programme. C'est de ce point de vue qu'il faut principalement évaluer la pertinence : celle-ci ne dépend pas principalement de l'argumentation technique portant sur les outils à utiliser. Bien des débats qui parcourent le mouvement social ne sont pas aujourd'hui exempts de l'illusion selon laquelle il existerait des mesures habiles qui pourraient servir de substitut à l'affrontement social. La question du financement de la Sécurité sociale est représentative de ce travers : parmi les propositions avancées, beaucoup s'accompagnent de l'idée fautive selon laquelle certaines modalités permettraient de se dispenser d'un tel affrontement. Il serait par exemple plus facile de taxer les revenus financiers que d'augmenter les salaires ou les cotisations.

Il faut ensuite se donner les moyens préalables de ne pas sombrer dans les expériences sociales-libérales qui se couchent devant les « contraintes économiques » au moindre froncement de sourcil de la bourgeoisie en refusant de faire appel au soutien populaire. Mais on ne peut pas non plus s'en tenir à annoncer à l'avance la nécessité de ce soutien. Après tout, les masses n'ont pas une propension spontanée à descendre dans la rue et il faut tenir compte de la dialectique particulière de mobilisation sociale. Elles ne sont pas prêtes à se battre pour des mesures à venir ou dont elles ne perçoivent pas l'effet immédiat. D'où la nécessité de mesures d'urgence, prises dans les premières semaines d'exercice du pouvoir, qui changent concrètement la vie de la majorité. Dans la période d'affrontement qui est alors ouverte par la bourgeoisie, le point d'appui est le soutien à ces mesures déjà prises, et aux effets perceptibles. Il s'agit donc de la construction rapide d'une nouvelle légitimité sociale, fondée sur la satisfaction des besoins sociaux les plus urgents, et qu'il faut défendre contre les opérations de résistance et de sabotage des possédants. Les mesures prises doivent être conçues pour isoler cette couche sociale étroite.

Cette perspective de rupture radicale synthétise les enseignements des luttes sociales et des expériences gouvernementales avortées des dernières années. Il faut la faire fructifier, l'ancrer encore mieux, en évitant une double tentation : celle de le galvauder en prenant au sérieux le mimétisme des caméléons sociaux-libéraux, et celle de mettre le programme sous cellophane pour en préserver la pureté révolutionnaire. Un tel projet de transformation sociale doit devenir, dans les élections et les luttes, la référence et l'expression de celles et ceux qui veulent vraiment changer cette société, qui en a vraiment besoin. C'est autour d'une telle cohérence que doit se construire la gauche radicale face à un réformisme sans réforme qui ne réussit au mieux qu'à préparer le terrain aux « réformes » libérales.